

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

**Marché composite portant sur LA FOURNITURE ET MISE EN
ŒUVRE D'UNE SOLUTION SAAS DE GESTION D'UN PARC
LOCATIF EN COPROPRIETE**

Date et heure limites de réception des offres :

24 mai 2024 à 18H00

SOMMAIRE

1 - Pouvoir adjudicateur	3
2 - Objet et étendue de la consultation	3
2.1 - Contexte du marché.....	3
2.2 - Objet.....	3
2.3 - Mode de passation	4
2.4 - Type et forme de contrat.....	4
2.5 - Décomposition du marché.....	4
2.6 - Nomenclature	4
3 - Conditions de la consultation.....	5
3.1 - Délai de validité des offres.....	5
3.2 - Variantes	5
3.3 Groupement d'opérateurs économiques.....	5
4 - Retrait et contenu du dossier de consultation	5
4.1 : Notification d'erreurs éventuelles dans les documents d'appel d'offres.....	6
4.2 : Modifications de détail au dossier de consultation	6
5 - Présentation des candidatures et des offres.....	6
5.1 - Documents à produire à l'appui des candidatures	6
5.2 - Pièces à produire à l'appui de l'offre.....	8
6 - Conditions d'envoi et de remise des plis (transmission électronique)	8
7 - Analyse des candidatures et choix des offres	10
7.1 - Examen des candidatures.....	10
7.2 - Jugement des offres.....	11
7.3 - Attribution : Régularité administrative et fiscale - lutte contre la corruption et le trafic d'influence - Stipulations particulières	12
8 - Renseignements complémentaires.....	13
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	13
8.2 - Procédures de recours	13
9 - Clauses complémentaires	13

1 - Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est le GIE SIN agissant au nom et pour le compte des entités (adhérents) suivantes :

Le GIE SIN, agit au nom et pour le compte des sociétés suivantes :

- CDC Habitat (dont Ampère Gestion au titre des fonds gérés par CDC Habitat)
- CDC Habitat social
- SA Sainte-Barbe
- MEECAM (« Maison des élèves de l'école centrale des arts et manufactures »)
- YSALIA Centre Loire Habitat
- YSALIA Habitat Garonne

2 - Objet et étendue de la consultation

2.1 - Contexte du marché

Le régime de la copropriété concerne environ 45 % des entités bénéficiaires pour un engagement annuel total évalué à 110 Md'€ hors travaux.

Le nombre d'Ensemble Immobilier (EI) en copropriété augmente constamment du fait de deux facteurs principaux : la création de copropriété issue des ventes en lots et le développement des acquisitions en VEFA.

De fait, la copropriété est devenue la règle et la pleine propriété l'exception.

D'un point de vue du système d'informations, la gestion du patrimoine en copropriété implique de nombreux actes de gestion qui ne peuvent pas être pris en charge par l'ERP actuellement utilisé par le pouvoir adjudicateur (IKOS, de la société Sopra-Steria) : gestion des assemblées générales, traitement des appels de fonds, suivi des équipements en partie commune, suivi des syndics...

Afin de répondre aux enjeux de la gestion locative en situation de copropriété, le groupe CDC Habitat a défini en 2022 la stratégie SI suivante :

1. Conservation dans l'ERP IKOS des actes de gestion fondamentaux
 - Identification du patrimoine
 - Engagement financier
 - Création de la base tiers fournisseur syndic
2. La mise en place d'une solution logicielle de gestion locative en copropriété en mode SAAS permettant de gérer de nouveaux processus (objet de la mise en concurrence)
3. Enrichissement et évolution des outils de reporting pour intégrer des indicateurs « Métier » (issus des données de l'application SAAS)

Fin 2022, suite à une mise en concurrence, le GIE SIN a retenu la solution « Ibaya » de l'éditeur DN Reporting pour répondre à son besoin de gestion d'un parc locatif en copropriété sur une partie de son parc locatif.

L'objet de cette mise en concurrence est de retenir une solution SAAS de gestion d'un parc locatif en copropriété répondant aux exigences techniques et fonctionnelles fixés aux pièces de marché.

2.2 - Objet

L'objet du marché porte sur la fourniture et la mise en œuvre, par le titulaire au GIE SIN, d'une solution SAAS, (ci-après la « Solution ») souscrite par le biais d'un abonnement, proposant des services de gestion de parcs locatifs en copropriété.

Cette Solution est mise à la disposition d'Utilisateurs, pouvant être issus de la filière « copropriété » des directions interrégionales et dans les agences du groupe CDC Habitat. Cette Solution, mise en place par le titulaire, doit permettre au GIE SIN de :

- Sécuriser les votes au sein des Assemblée Générale auxquelles l'un des bénéficiaires du présent marché est convoqué Optimiser le suivi budgétaire des copropriétés et fluidifier le traitement des factures annuelles
- Maîtriser le patrimoine et les DATA de la copropriété
- Piloter la gestion des actifs en copropriété et l'activité de la filière

Ce contrat intègre :

- Une phase de mise en œuvre de la Solution dite « phase projet » intégrant, le pilotage de la phase, la conception, le paramétrage, la mise en œuvre des interfaces, l'assistance à la recette, la formation des administrateurs et formateurs internes;
- Une phase d'exploitation dite « services récurrents » comprenant :
 - L'abonnement à la Solution qui intègre
 - L'hébergement de la Solution en mode SAAS
 - La maintenance de la Solution sur la durée du marché
 - Le pilotage et la gouvernance du marché
 - D'éventuelles prestations ponctuelles exécutées à l'issue de l'envoi, par le pouvoir adjudicateur, d'un bon de commande en prescrivant en dehors de la phase de mise en œuvre :
 - Evolutions fonctionnelles ou paramétrage supplémentaires « mise en œuvre du RDD - paramétrages d'un suivi des sinistres et paramétrages des plans budgétaires;
 - Intégration de copropriétés
 - Intégration et paramétrage d'un document éditique
 - Formations supplémentaires d'Administrateurs au cours de la phase d'exploitation
 - Réversibilité
 - Les prestations complémentaires d'évolution engagées sur la base du tarif journalier par profil dans le cadre de marchés subséquents.

2.3 - Mode de passation

La procédure de mise en concurrence est : la procédure d'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

2.4 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché composite puisqu'il prend, pour partie, la forme d'un accord-cadre à bons de commande et à marchés subséquents au sens des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-14 du Code de la commande publique.

2.5 - Décomposition du marché

Il n'est pas prévu de dévolution en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes. Le marché est attribué à un seul opérateur économique.

Pour la part à bons de commande et à marchés subséquents, le présent marché mixte est conclu, pour sa durée d'exécution globale (c'est-à-dire reconductions comprises), sans minimum mais avec un maximum en valeur de 400 000 HT.

2.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
72000000 - 5	Services de technologies de l'information, conseil, développement de logiciels, Internet et appui

72267100 - 0	Maintenance de logiciels de technologies de l'information
48900000 - 7	Logiciels et systèmes informatiques divers

3 - Conditions de la consultation

3.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

3.2 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée ni exigée.

3.3 Groupement d'opérateurs économiques

Les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer aux procédures de passation de marchés publics. Pour la présentation d'une candidature ou d'une offre, l'acheteur ne peut exiger que le groupement d'opérateurs économiques ait une forme juridique déterminée.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché public.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Dans les deux formes de groupements mentionnées ci-avant, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

4 - Retrait et contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dont l'annexe financière
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le Cadre de réponse technique (CRT)
- La Charte d'engagements RSE du Groupe CDC Habitat est disponible sur le site : <https://www.cdc-habitat.com/nos-engagements/un-operateur-responsable.html>.

Le dossier de consultation est disponible sur le profil acheteur : ([Portail des marchés publics \(cdc-habitat.fr\)](https://cdc-ha.cdc-habitat.fr/entreprise)) : <https://cdc-ha.cdc-habitat.fr/entreprise>

Aucun envoi du DCE sur support physique électronique ne sera réalisé.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip ou Quickzip par exemple)
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)

- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : Word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft)
- doc ou .xls ou .ppt en version 2000-2003 (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft)

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat doit renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, pour bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que des compléments d'information, des compléments de pièces et autres ne peuvent pas être adressés par voie de courriel. L'ensemble des échanges et des communications se dérouleront sur le profil d'acheteur.

Il est ainsi nécessaire que l'adresse courriel indiquée par les candidats soit une adresse valide sans anti-spam rejetant les courriels dans les corbeilles électroniques sans alerte.

Il est vivement conseillé aux candidats d'entrer l'adresse de contact utilisée par le pouvoir adjudicateur dans leurs annuaires électroniques, afin de s'assurer de recevoir l'ensemble des courriels d'informations et mises à jour.

Le candidat n'ayant pas pris les mesures nécessaires pour être joignable via la procédure susvisée ne pourra rechercher la responsabilité du pouvoir adjudicateur.

4.1 : Notification d'erreurs éventuelles dans les documents d'appel d'offres

Les candidats n'ont pas à apporter de complément aux pièces du marché. Dans le cas où la rédaction de ces documents leur apparaîtrait anormale ou équivoque, il leur appartiendra de le signaler via la plate-forme achat public.

4.2 : Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres.

Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la stipulation précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Chaque titulaire remettra un dossier contenant 2 sous-dossiers :

- Un dossier « candidature » contenant les pièces administratives énumérées à l'article 4.1 du présent règlement ;
- Un dossier « offre » contenant les pièces énumérées à l'article 4.2 du présent règlement

5.1 - Documents à produire à l'appui des candidatures

Chaque candidat ou chaque membre du groupement candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- **Une lettre de candidature** indiquant l'intention du candidat de soumissionner pour l'appel d'offres, mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et, dans ce dernier cas, faisant apparaître les membres du groupement et le mandataire explicitement.
- **Un document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.**

Il est précisé que les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

- Les pièces définies ci-dessous, permettant l'évaluation de l'expérience, des capacités professionnelles, techniques et financières du candidat :

a) Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnant qu'il : <ul style="list-style-type: none"> (i) N'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique, (ii) est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 	oui
Le candidat en redressement judiciaire devra produire copie du ou des jugements prononcés à cet effet accompagné d'une attestation justifiant qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.	Non

b) Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.	Non
Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents	Non

c) Renseignements concernant les capacités techniques et professionnelles du candidat :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ainsi que la désignation des effectifs internes dédiés à l'activité du marché	Non
Une liste détaillée des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé . Afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.	Non

Le candidat peut joindre à sa réponse, tout autre document qu'il jugera nécessaire pour la prise en compte de sa candidature.

Il est précisé que :

- En cas de sous-traitance / cotraitance, si celles-ci doivent servir au candidat pour justifier de ses capacités financières, professionnelles et techniques, ce dernier remet un engagement écrit de

chaque sous-traitant / cotraitant par lequel celui-ci s'engage à mettre à la disposition du candidat, si ce dernier est attributaire, ses moyens pour l'exécution du marché.

En outre, pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières de cet (ces) opérateur(s) économique(s), **le candidat produit les mêmes documents concernant cet (ces) opérateur(s) économique(s) que ceux qui lui sont exigés ci-dessus ;**

- Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit ;
Les candidats peuvent en lieu et place de leur lettre de candidature et de leurs déclarations avoir recours au Document Unique de Marché Européen (DUME) ;
- Les documents et attestations énumérés par le présent article doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

5.2 - Pièces à produire à l'appui de l'offre

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Les soumissionnaires devront produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dont l'annexe financière (en ce compris le DQE) dument renseignés	Non
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Non
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat établit selon la trame du Cadre de réponse technique « CRT.	Non

Le soumissionnaire peut joindre dans sa réponse, tout autre document qu'il jugera nécessaire pour la prise en compte de son offre.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. **Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.**

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

6 - Conditions d'envoi et de remise des plis (transmission électronique)

Les candidatures et les offres devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des plis indiquées sur la page de garde du présent document.

Il incombe aux candidats de prendre les dispositions nécessaires pour déposer leur pli sur la plateforme achatpublic.com dans les délais.

Tout dépôt de pli après l'heure limite ne sera pas accepté. La vitesse de transfert/téléchargement d'un dossier varie et peut durer plusieurs heures.

Par ailleurs, toute dépôt non conforme aux règles d'envoi définies ci-après ne sera pas accepté.

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : ([Portail des marchés publics \(cdc-habitat.fr\)](http://Portail.des.marchés.publics(cdc-habitat.fr))) : <https://cdc-ha.cdc-habitat.fr/entreprise>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la proposition correspondra au dernier octet reçu. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été ouvertes et le candidat en sera informé.

Conformément à l'article R. 2151-6 du Code de la commande publique, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Format des documents remis :

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents.

Cependant :

- Les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.
- **Les documents fournis par le pouvoir adjudicateur au format "Word ou Excel.", devront être renseignés et remis sous ce même format, complété éventuellement d'un format pdf.**

Le soumissionnaire est invité à :

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus à jour.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Modalités d'envoi des propositions

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la salle des consultations du site web : [Première visite - Portail des marchés publics \(cdc-habitat.fr\)](http://Première.visite-Portail.des.marchés.publics(cdc-habitat.fr))

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. Il est donc recommandé aux candidats de ne pas attendre le dernier moment pour télécharger leur offre, et d'anticiper le temps de téléchargement.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

En cas de difficultés pour télécharger les documents et/ou remettre la proposition sur la plateforme, les candidats pourront s'adresser par courriel à l'adresse suivante : [Portail des marchés publics \(cdc-habitat.fr\)](http://Portail.des.marchés.publics(cdc-habitat.fr)) ou par téléphone à la hotline : au numéro qui vous sera indiqué par suite de la création d'un ticket ;

Toute opération effectuée sur le site [Portail des marchés publics \(cdc-habitat.fr\)](http://Portail.des.marchés.publics(cdc-habitat.fr)) sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise.

Copie de sauvegarde :

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;

- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise selon les modalités suivantes :

- Soit être remise « en mains propres », contre récépissé à CDC Habitat à l'attention du GIE SIN, pendant les jours et plages horaires suivants : du lundi au vendredi, de 9 h00 à 12h00 et 14H à 17 H, à l'adresse figurant ci-dessous ;

Soit être envoyée par voie postale, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine, la date et l'heure de sa réception c'est-à-dire par courrier recommandé avec accusé de réception ou par Colissimo recommandé ou tout système analogue à l'adresse ci-dessous, et parvenir à destination, **avant la date limite de réception des plis fixée en page de garde du présent Règlement de la Consultation.**

GIE SIN
A l'attention de la DSI - Service administratif et financier
CDC HABITAT
Etablissement CASSIOPEE
60 rue Emile MATAN
34070 MONTPELLIER

Avec les mentions suivantes : Appel d'offres ouvert - **AO Solution GESTION COPRO**
COPIE DE SAUVEGARDE
NE PAS OUVRIR

Programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, le document électronique sera rejeté et le candidat sera informé.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

7 - Analyse des candidatures et choix des offres

7.1 - Examen des candidatures

Les offres seront analysées préalablement aux candidatures conformément à l'article R2161-4 du Code de la Commande publique.

Par ailleurs, avant de procéder à l'examen des candidatures, conformément aux dispositions de l'article R2144-2 du Code de la Commande publique, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces, via la plateforme de dématérialisation et dans un délai raisonnable.

Seront éliminés :

- Les candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des documents dûment remplis exigés à l'article 4.1 du présent règlement de consultation, le cas échéant après avoir demandé à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous ;
- Les candidats dont les garanties professionnelles et/ou techniques et/ou financières sont insuffisantes.

7.2 - Jugement des offres

Après élimination des offres reçues hors délais (article R.2143-2 du Code de la commande publique) et, des propositions non conformes (irrégulière, inacceptable ou inappropriée) au sens des articles L.2152-2 à L.2152-4 du Code de la commande publique, l'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement sur la base des critères de choix pondérés fixés ci-après :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations au regard des montants renseignés en annexe financière et reportés au DQE	50.00
2-Valeurs technique et fonctionnelle	50.00
2.1-Qualité de l'offre en réponse aux exigences fonctionnelles de la Solution	30
2.2-Qualité de l'offre en réponse aux moyens mis en œuvre pour répondre aux exigences techniques de la Solution (RGPD, Hébergement des données, performance, fiabilité de la Solution, initiatives en faveur de l'environnement)	10
2.3- • Qualité de l'offre en réponse aux exigences de mise en œuvre de la Solution et des services récurrents : - aux exigences de mise en œuvre de la Solution intégrant le respect du planning, le pilotage de la phase projet ou « de mise en œuvre », la méthodologie de la phase projet, les moyens mis en œuvre, l'équipe projet, et l'accompagnement dans la réalisation du plan d'actions et la formation des utilisateurs - aux exigences de services en phase de service récurrents de la Solution (SAV, Gouvernance, fiabilité de la maintenance, moyens disponibles, Support technique et évolutivité de la Solution, gestion de fin de contrat	10

1 - La valeur financière de l'offre est appréciée sur la base du coût global du Détail Quantitatif Estimatif (DQE), document non contractuel à remettre dans le cadre de l'offre, renseigné sur la base des prix indiqués à l'annexe financière,

2 - La valeur technique de l'offre sera appréciée au travers du cadre de mémoire justificatif du candidat; ce critère sera évalué sur la base des critères et sous-critères définis ci-avant.

Régularisation des offres irrégulières :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse en application de l'article R2152-2 du code de la commande publique. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles.

Discordances éventuelles dans le montant de l'offre :

- a. En cas de discordance constatée dans le montant de l'offre, les indications portées en lettres prévaudront sur celles portées en chiffres, lesquelles indications portées en lettres seront prises en considération pour le jugement des offres ;
- b. Dans l'hypothèse où le montant de l'offre serait ambigu ou incertain notamment en raison d'erreurs de multiplication, d'addition ou de report dans les annexes financières, le pouvoir adjudicateur pourra demander au soumissionnaire des précisions sur son offre, ou l'inviter à rectifier ou à compléter celle-ci, sans que le soumissionnaire ne puisse en modifier la teneur, conformément à l'article R2161-5 du code de la commande publique.

7.3 - Attribution : Régularité administrative et fiscale - lutte contre la corruption et le trafic d'influence - Stipulations particulières

7.3.1 Régularité administrative et fiscale - lutte contre la corruption et le trafic d'influence

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché ne devra pas être frappé par l'une des interdictions visées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique.

A ce titre et conformément aux dispositions des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R.2143-16 du Code de la commande publique, il transmet au pouvoir adjudicateur via la plateforme « e-Attestations 365 », sous le lien suivant : <https://365.e-attestations.com/> :

A) Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, mentionné aux articles L. 2141-1 et 1 et 3 du L. 2141-4 du Code de la commande publique ;

B) Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales, dont la liste est fixée par l'arrêté modifié du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ;

C) Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;

D) Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, mentionné à l'article L. 2141-3 du Code de la commande publique.

Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.

E) Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Conformément à l'article 17 II 4° de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, le pouvoir adjudicateur exige du soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché, qu'il remette sur la plateforme « e-Attestations 365 » accessible sous le lien suivant : <https://365.e-attestations.com/> :

- Le formulaire « anticorruption », disponible sur ladite plateforme, dûment complété ;
- Son code de conduite définissant et illustrant les différents types de comportements à proscrire car susceptibles de caractériser des faits de corruption ou de trafic d'influence, lorsque le soumissionnaire emploie au moins cinq cents salariés, ou appartient à un groupe de sociétés dont la société mère a son siège social en France et dont l'effectif comprend au moins cinq cents salariés, et dont le chiffre d'affaires ou le chiffre d'affaires consolidé est supérieur à 100 millions d'euros.

Le cas candidats devront joindre une traduction en français aux documents rédigés dans une autre langue qu'ils remettent en application du présent article.

En cas de non présentation des documents énoncés ci-dessus, de manière spontanée, au stade de la remise des candidatures, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché sera tenu de produire lesdits documents, dans le délai maximum de 10 jours calendaires, décompté à partir de l'émission de la demande adressée par courrier avec accusé de réception déposé sur la plateforme.

A défaut de présentation des documents précités, il ne pourra être procédé à la signature du marché. La même demande sera réalisée auprès du candidat classé directement au rang inférieur.

7.3.2 Stipulations particulières

Si au terme de la consultation, un candidat est informé de l'intention du pouvoir adjudicateur de lui attribuer le marché, il ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni élever aucune réclamation dans l'hypothèse où ce dernier déciderait d'abandonner l'opération avant la notification du marché.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : ([Portail des marchés publics \(cdc-habitat.fr\)](https://cdc-ha.cdc-habitat.fr/entreprise)) : <https://cdc-ha.cdc-habitat.fr/entreprise>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Un référé précontractuel est possible selon les modalités de l'article 1441-3-1 du Code de procédure civile.

Un référé contractuel (après la signature du marché) est possible selon les modalités de l'article 1441-3 du Code de procédure civile.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au **Tribunal Judiciaire de Paris**

Parvis du tribunal
75017 Paris

Adresse internet (U.R.L) : <http://www.justice.gouv.fr/>

9 - Clauses complémentaires

CONSIGNES et BONNES PRATIQUES :

- Nous attirons votre attention sur la nécessité de nommer les documents fournis dans les dossiers avec des désignations courtes.

- L'offre remise ne doit pas être composée d'un SCAN PDF d'un dossier offre mais bien des documents remis séparément les uns des autres

- Les documents fournis par le pouvoir adjudicateur sur la plateforme [Portail des marchés publics \(cdc-habitat.fr\)](https://cdc-ha.cdc-habitat.fr) au format Word ou EXCEL...doivent être remis également renseignés sous ce même format (Word, Excel.) par le candidat et éventuellement fournis en sus en format PDF.

- L'adresse mail communiquées par le candidat sert à la gestion de l'ensemble de la procédure via la plateforme [Portail des marchés publics \(cdc-habitat.fr\)](https://cdc-ha.cdc-habitat.fr) (informations de publication, retrait des pièces, échanges, attribution). Cette adresse devra être fonctionnelle tout au long de la procédure.

- En cas de problématique d'accès à la plateforme dans le cadre de la procédure, veuillez prendre contact avec le service assistance « Support Client » de la plateforme [Portail des marchés publics \(cdc-habitat.fr\)](https://cdc-ha.cdc-habitat.fr)

- Pour vous familiariser avec les services de la plateforme « [Portail des marchés publics \(cdc-habitat.fr\)](https://cdc-ha.cdc-habitat.fr), vous disposez d'information « première visite », de guide d'utilisation, d'un accès à une consultation de test dans le menu « se préparer à répondre ».

- Prenez la précaution d'anticiper vos dépôts d'offres pour prise en compte des délais de téléchargement des documents sur la plateforme avant la DATE et HEURE LIMITE DE DEPOT.